

Préavis de la Municipalité no 04/10

REGLEMENT COMMUNAL SUR LA PROTECTION DES ARBRES

Séance du Conseil Général du 29 juin 2010

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les conseillers,

I. But du préavis

Le présent préavis a pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil général le projet de règlement communal sur la protection des arbres.

II. Dispositions légales

La loi cantonale sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS) du 10 décembre 1969 et son règlement d'application (RPNMS) du 22 mars 1989 tendent à la sauvegarde de la nature et du paysage hors forêt, dans l'intérêt de la communauté et de la science.

Afin de satisfaire à ces dispositions légales, la Commune de Fiez s'est dotée d'un « plan de classement des arbres » en 1972. Devenu obsolète avec les années, une importante mise à jour de ce plan était devenue inéluctable.

Les dispositions de la loi (art. 5) laissent ouvert le choix entre un nouveau plan de classement et l'élaboration d'un règlement.

III. Règlement communal des arbres

La Municipalité s'est déterminée pour l'adoption d'un règlement qui présente l'avantage de ne pas nécessiter de mise à jour, contrairement à un plan indiquant ponctuellement les objets protégés en perpétuelle évolution.

Le projet de règlement a été adopté par la Municipalité le 15 février 2010 ; il a été soumis à l'examen préalable du Service cantonal des forêts, de la faune et de la nature, Conservation de la nature. Il figure en annexe au présent préavis.

IV. Enquête publique

Le projet de règlement communal a été soumis à l'enquête publique du 9 avril 2010 au 8 mai 2010. Il n'a pas fait l'objet d'opposition ni d'observation de la part de tiers.

V. Conclusions

Vu ce qui précède, la Municipalité vous invite, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les conseillers, à bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil Général,

- vu le préavis no 04/10 : Adoption d'un nouveau règlement du classement communal des arbres ;
- où le rapport de la commission chargée d'étudier cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour ;

DECIDE :

1. Le règlement du classement communal des arbres est adopté tel qu'il figure en annexe au préavis no 04/10.
2. Ce règlement sera soumis à l'approbation du Département de la sécurité et de l'environnement.
3. Ce règlement entrera en vigueur dès son approbation par les instances cantonales.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic

D. Taillefert



La Secrétaire

M. Jeanneret

Annexe : Projet de règlement du classement communal des arbres

**REGLEMENT COMMUNAL
SUR LA PROTECTION DES ARBRES**

Base légale	<p style="text-align: center;"><u>Article premier</u></p> <p>Le présent règlement est fondé sur les articles 5, lettre b, et 6, alinéa 2, de la loi cantonale vaudoise sur la protection de la nature, des monuments et des sites du 10 décembre 1969 (LPNMS) et sur son règlement d'application du 22 mars 1989.</p>
Champ d'application	<p style="text-align: center;"><u>Article 2</u></p> <p>Tous les arbres de 30 cm de diamètre et plus, mesurés à 1,30 m du sol, ainsi que les cordons boisés, les boqueteaux et les haies vives sont protégés. Les diamètres des troncs multiples sur un même pied mesuré à la même hauteur sont additionnés.</p> <p>Les dispositions de la législation forestière demeurent réservées.</p>
Abattage	<p style="text-align: center;"><u>Article 3</u></p> <p>L'abattage d'arbres protégés ne peut être effectué qu'avec l'autorisation de la Municipalité.</p> <p>Il est en outre interdit de les détruire, ou de les mutiler, par le feu ou tout autre procédé.</p> <p>Tout élagage et écimage inconsidérés et non exécutés dans les règles de l'art seront assimilés à un abattage effectué sans autorisation.</p> <p>Des travaux ou des fouilles ayant blessé gravement les racines ou toute autre partie de l'arbre, sont assimilés à un abattage effectué sans autorisation.</p>
Autorisation d'abattage et procédure	<p style="text-align: center;"><u>Article 4</u></p> <p>La requête doit être adressée par écrit à la Municipalité, dûment motivée et accompagnée d'un plan de situation ou d'un croquis précisant l'emplacement d'un ou des arbres ou plantations protégés à abattre.</p> <p>La Municipalité accorde l'autorisation lorsque l'une ou l'autre des conditions indiquées à l'art. 6 de la LPNMS, ou dans ses dispositions d'application, sont réalisées.</p> <p>La demande d'abattage est affichée au pilier public durant vingt jours.</p> <p>La Municipalité statue sur la demande et sur les oppositions éventuelles.</p>

Arborisation
compensatoire

Article 5

L'autorisation d'abattage sera assortie de l'obligation pour le bénéficiaire de procéder, à ses frais, à une arborisation compensatoire déterminée d'entente avec la Municipalité (nombre, essence, surface, fonction, délai d'exécution).

L'exécution sera contrôlée.

En règle générale, cette arborisation compensatoire sera effectuée sur le fond où est situé l'arbre à abattre. Toutefois, elle peut être faite sur une parcelle voisine, pour autant que son propriétaire s'engage à se substituer au bénéficiaire de l'autorisation.

Si des arbres et plantations protégés au sens de l'art. 2 sont abattus sans autorisation, la Municipalité peut, nonobstant l'application des sanctions prévues à l'art. 9, exiger une plantation compensatoire.

Taxe compensatoire

Article 6

Lorsque les circonstances ne permettent pas une arborisation compensatoire équivalente, le bénéficiaire de l'autorisation d'abattage sera astreint au paiement d'une taxe dont le produit, distinct des recettes générales de la commune, sera affecté aux opérations d'arborisation réalisées par la commune, à l'exception de celles à caractère forestier.

Le montant de cette taxe, fixée par la Municipalité, est de Fr. 200.00 (deux cents) au minimum et de Fr.10'000.00 (dix mille) au maximum. Il se calcule par rapport à la dimension, à l'espèce et à l'état sanitaire des arbres abattus, en tenant compte des plantations compensatoires qui seront effectuées.

Entretien et conservation

Article 7

L'entretien des arbres protégés par le présent règlement (taille, élagage, etc.) est à la charge des propriétaires. Cependant, lorsque l'entretien devient trop onéreux et que la Municipalité s'oppose à l'enlèvement d'un arbre, son entretien en incombe à la commune.

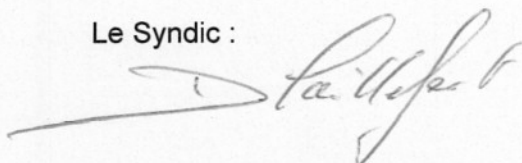
Lorsqu'ils bordent une allée ou une place, une surface au sol suffisante doit être maintenue libre autour des arbres protégés pour l'irrigation et la respiration des racines. Si besoin est, des constructions appropriées devront être réalisées afin de protéger leurs racines de l'infiltration de substances dommageables.

- Article 8**
- Recours
Toute décision de la Municipalité prise en application du présent règlement est susceptible d'un recours au Tribunal cantonal, Cour de droit administratif et public.
- Le recours s'exerce dans les 30 jours qui suivent la communication de la décision municipale, la date du timbre postal faisant foi, conformément aux dispositions de la loi sur la juridiction et la procédure administratives.
- Article 9**
- Sanctions
Celui qui contrevient au présent règlement est passible d'une amende en application de l'art. 92 LPNMS.
- La poursuite a lieu conformément à la loi sur les contraventions.
- Article 10**
- Particularités
Les vergers, cultures fruitières intensives et semi-intensives sont exempts du présent règlement.
- Article 11**
- Dispositions finales
Pour tout ce qui ne figure pas dans le présent règlement, il sera fait référence à la LPNMS et à son règlement d'application.
- Article 12**
- Le présent règlement abroge le plan de classement communal du 24 janvier 1973 et entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement.

REGLEMENT DU CLASSEMENT COMMUNAL DES ARBRES

Approuvé par la Municipalité
dans sa séance du 15 février 2010

Le Syndic :

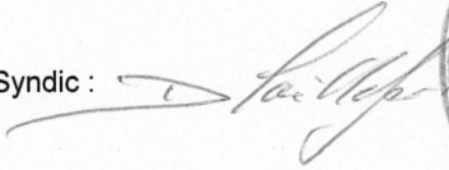


La Secrétaire :



Règlement soumis à l'enquête publique
du 9 avril 2010 au 8 mai 2010

Le Syndic :



La Secrétaire :



Adopté par le Conseil général (ou communal)

dans sa séance du

Le Président :

La Secrétaire :

Approuvé par le Département de la sécurité et de l'environnement, le

l'atteste

La Cheffe du Département :